

Peut-on refuser la modernité iranienne et turque ?

L'Iran et la Turquie – dont le sort commun est brillamment évoqué dans *Rendez-vous avec l'islam* d'Alexandre Adler – montrent par leur trajectoire que le rapport avec l'Occident n'est pas une fin en soi mais bien un moyen d'accès à la modernité : soit on suit son chemin (la Turquie), soit on se construit en s'opposant à lui (l'Iran). Leur montée en puissance correspond à leur entrée en modernité.

L'Iran sait qu'il a acquis une importance cruciale en ce début de XXI^e siècle et qu'il est en train de devenir une puissance régionale stable et forte. De l'Iran, on connaît la martyrologie, les barbes longues et les habits noirs, le voile obligatoire pour toutes les femmes, y compris les occidentales, la musique interdite, le terrorisme organisé et la guerre contre l'Irak. Tout ceci est vrai. Tout ceci n'est qu'une part de la réalité qui ne doit pas masquer la complexité iranienne. Le chiisme porte en lui la mort et le martyr chers aux extrémistes, mais aussi une formidable capacité de travail et d'interprétation qui s'inscrit dans la vision tragique du monde que porte cette religion, inconsolée de l'occultation du douzième imam. Cette capacité de travail et de réforme, qui s'incarne dans l'attente des temps nouveaux et la quête d'un avenir, a permis une grande liberté de ton et de commentaire, l'*ijtihad*. Ce mot vient de la même racine que le mot *jihad* qui, avant de signifier guerre sainte, signifie « effort » et « effort sur le chemin de Dieu ». L'interprétation coranique, c'est donc l'effort critique qui permet de toucher le Texte : c'est une nécessité quotidienne qui reste chez les chiites particulièrement vive et qui explique l'effervescence intellectuelle qui règne aujourd'hui en Iran et qui ne s'est jamais vraiment arrêtée, au contraire du monde sunnite, plus conservateur, moins inquiet, plus figé dans ses cinq traditions juridiques interprétatives.

L'organisation des pouvoirs y est complexe et de plus en plus proche de nos systèmes démocratiques. Les Safavides qui régnerent sur la Perse de 1501 à 1731 organisèrent ainsi une bipartition des pouvoirs entre d'un côté le *Sadr* qui régissait les tribunaux et les fondations pieuses, et un Premier ministre civil qui administrait le pays. Ils se sont appuyés sur le double visage mystique et rationaliste du chiisme. Aujourd'hui, le pouvoir en Iran est réparti entre Qôm la pieuse et Téhéran la politique et la commerciale. Et la vie politique iranienne est tout sauf simplement autoritaire ou dictatoriale : les responsabilités sont diffuses et le président Ahmadinedjab mène au moins autant en interne une guerre de pouvoir qu'à l'extérieur une stratégie de renforcement de la puissance iranienne. Il faut se souvenir des difficultés de son prédécesseur Khatami à s'imposer pour mesurer les efforts de son successeur à rassembler le pays derrière lui sur la question de la stratégie nucléaire.

L'Iran a réalisé sa transition démographique à une vitesse pratiquement inédite dans l'histoire de l'humanité : le taux de fécondité y est en 2005 de 2,1 enfants par femme, comme dans certains pays occidentaux. Et l'anthropologie montre que la famille iranienne accorde aux femmes une place différente de la famille arabe. Ainsi, en cas d'absence d'héritier mâle, les filles reçoivent la totalité

de l'héritage alors que, dans le monde arabe, dans le même cas, l'héritage est partagé entre les filles et les cousins. La règle inégalitaire est donc moins stricte que chez ses voisins.

Avance intellectuelle, organisation complexe des pouvoirs, poussée égalitaire en faveur des femmes qui maîtrisent leur fécondité et sont de plus en plus instruites, l'Iran sort de la crise de transition qui a commencé dans les années 1970 et s'est traduite politiquement par la révolution khomeyniste de 1979. Reste à définir les modalités de sortie de crise. C'est pourquoi, aujourd'hui, les conflits sont intenses au sein de la société iranienne entre les partisans de la réaction, ceux de la modernité occidentale et ceux de la modernité à l'iranienne, qui va triompher. Cette dernière peut choquer les Occidentaux, elle n'en est pas moins réelle et est ancrée dans le cœur de l'histoire iranienne qui est faite de volonté d'indépendance à l'égard de toutes les grandes puissances. L'Iran n'a jamais été colonisé et, même au temps du Chah proaméricain, des milliers de conseillers militaires soviétiques étaient présents. Quant à la bruyante volonté guerrière, elle a permis de maintenir à distance les rivaux potentiels qui lorgnent sur le pétrole national. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre la volonté iranienne de se doter de la puissance nucléaire : les Iraniens constatent que leurs grands voisins l'ont tous (Russie, Chine, Pakistan, Inde, Israël). Ils ne peuvent donc rester à l'écart de cette puissance. Ce serait être infidèle à leur histoire et à la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes. Contrairement à ce que l'on croit, la bombe iranienne n'est pas une bombe anti-occidentale, c'est d'abord une bombe de l'indépendance nationale et c'est un symbole de modernité.

D'une certaine manière, l'incarnation de la puissance *via* la bombe pourrait permettre aux forces modernistes qui sont à l'œuvre au cœur de la société iranienne de se déployer : pour que la libération de la femme n'apparaisse pas comme la victoire de l'Occident, il faut que le pays se dote en même temps d'une force de frappe anti-occidentale. C'est le paradoxe iranien, c'est peut-être aussi la voie spécifique iranienne vers la modernité qui se conclura par une trêve rendue possible avec l'Occident – y compris Israël – par l'équilibre des forces et la cohabitation des modernités. L'Europe et l'Amérique peuvent-elles s'opposer à cette évolution ? J'en doute.

La Turquie emprunte à l'évidence un autre chemin vers la modernité, mais il est tout aussi résolu et probablement encore plus avancé. Il est vrai que la Turquie est toujours en quête de modernité, islamique, chrétienne ou européenne. Elle s'est islamisée *via* les marchands de la route de la soie dès 750 et a commencé à s'europaniser en intégrant à ses classes dirigeantes des Circassiens, des Albanais, des Grecs et des Slaves du Sud qu'elle a envoyé régenter son empire.

Depuis Atatürk, la Turquie a choisi la voie européenne. De 1924 à 1938, date de sa mort, le père de la Turquie moderne a supprimé le califat en 1924 et les tribunaux religieux, turquifié les offices religieux, adopté le Code civil suisse et l'alphabet latin et instauré le droit de vote pour les femmes en 1934 (onze ans avant la France). Ce mouvement vers l'Occident s'appuie sur des structures familiales complexes, proches pour certaines (celles de l'ouest et du sud du pays, partie dominante du pays) des structures européennes : la famille turque dans ces régions est nucléaire (donc non

communautaire, contrairement au reste de la majeure partie du monde musulman) et elle traite les filles à égalité des garçons dans la règle d'héritage. Il n'y a d'ailleurs pas de fortes différences d'âge entre les conjoints en Turquie (trois ans en 1970, comme en Italie) alors que c'est le cas dans le monde arabe (plutôt cinq ou six ans) où le mari exerce symboliquement l'autorité d'un père (c'est d'ailleurs encore lui qui autorise sa femme, en Algérie, à quitter le territoire). Le seul point commun avec le monde arabe est la règle d'endogamie : on se marie de préférence dans la famille. Et l'endogamie ne favorise pas l'ouverture au monde et donc l'instruction, ce qui explique probablement le retard dans l'alphabétisation des Turcs par rapport aux Européens.

Aujourd'hui, la Turquie est, comme le reste des pays musulmans, travaillée par une minorité qui s'inquiète de son entrée définitive dans la modernité, symbolisée évidemment par la candidature à l'Europe et confirmée par l'effondrement du taux de fécondité des femmes turques. Il était en 1960 de 6,4 enfants par femme, de 4,2 en 1980 et il est en 2003 de 2,5 (un taux de 2,1 est prévu en 2015). Cet effondrement traduit une fois encore la prise de pouvoir des femmes turques sur leur propre corps et donc leur libération de la tutelle masculine, ce qui signifie la fin de l'ordre social ancien. L'arrivée au pouvoir des islamistes, plusieurs fois contrariée par l'armée turque gardienne de la laïcité du pays, traduit la crise réactionnaire d'entrée dans la modernité. Mais la spécificité turque et son avance sur le reste du monde musulman s'exprime par le fait que ces islamistes – menés par Tayyip Erdogan et Abdullah Gül, l'ancien patron de la banque arabe saoudienne – sont ceux qui ont le plus œuvré pour le rapprochement avec l'Europe, tout en maintenant des signes d'ancrage dans la culture d'origine : la femme d'Erdogan est voilée. Mais le voile est interdit à l'université ! On les accuse de vouloir imposer la charia et les lois islamiques – et certains membres de leur parti le souhaiteraient, c'est sûr – mais ils acceptent la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme comme un second niveau de cassation au-dessus du juge turc. Au-dessus de la loi divine, la loi européenne ! Drôles d'islamistes !

Ils sont en train d'inventer l'islam de la modernité, caractérisé par une séparation de la foi individuelle et de la pratique collective, et se séparent peu à peu des grandes croyances traditionnelles. C'est probablement pour cette raison qu'ils ont besoin de mythes nationaux qui soudent la nation, comme le refus de la reconnaissance du génocide arménien ou la violence contre les Kurdes : ils transfèrent sur des proches la brutalité des bouleversements de leur société. Ce n'est pas un hasard si la période de plus forte répression contre le PKK est aussi celle de la phase la plus rapide de la transition démographique. C'est Murat Paker, professeur de psychologie à l'Université Bilgi, qui explique dans *Radikal* les phénomènes de violence contre les femmes : « Les relations hommes-femmes et la place de la femme se modifient très rapidement en Turquie depuis vingt ou trente ans. Même si l'on tente de perpétuer dans une grande part de la société la domination masculine et l'obéissance de la femme, les femmes ne sont désormais plus dans leur position traditionnelle. "Que se passe-t-il ? Le sol se dérobe sous mes pieds, je perds mon autorité. Que fait donc la femme qui se doit de m'être dévouée ? Je ne peux me résoudre à pareille situation. Je dois lui faire connaître ses limites" se disent les hommes. Et ce vacillement des hommes se vivra de façon

douloureuse. La violence des hommes envers les femmes ne pourra décroître qu'avec l'éducation, l'assagissement des hommes. »

C'est avec ce mouvement à l'esprit qu'il faut poser la question de l'adhésion de la Turquie à l'Europe en nous demandant : « est-ce l'intérêt de l'Europe ? » plutôt que « la Turquie est-elle en Europe ? » La deuxième question est absolument sans importance sur le plan géopolitique, et personne ne sait d'ailleurs où s'arrête l'Europe à l'est : le général de Gaulle parlait bien de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». La première est, quant à elle, de la première importance. Les phases de transition sont des phases critiques, empreintes de violence et de déstabilisations possibles qui ne sont pas graves à long terme mais qui peuvent être particulièrement dangereuses à court terme. L'intérêt de l'Europe, c'est évidemment d'avoir une Turquie qui continue son chemin, même si, bien sûr, un refus européen ne modifierait pas fondamentalement le mouvement vers la modernité turque : ce n'est pas pour l'Europe que les Turques maîtrisent leur fécondité et qu'elles se libèrent de la tutelle masculine, c'est la maîtrise de leur fécondité et la laïcité turque qui rend possible une candidature à l'Union européenne.

L'Europe aurait mille fois intérêt à montrer au monde musulman qu'elle est l'ensemble politique qui peut comprendre cette transition dans la douleur, qu'elle l'accepte et qu'elle est prête à accueillir les pays qui auront fait ce douloureux chemin. Elle prendrait dans le monde arabe une place fondamentale, exactement à rebours des États-Unis qui font des musulmans les ennemis de leur guerre contre le terrorisme et qui essaient d'imposer à toute force leur vision du monde et leur modèle de société. Bien sûr, la Turquie est très peuplée (soixante-treize millions d'habitants en 2005, quatre-vingt-dix millions prévus en 2020), son développement est très hétérogène (son taux de mortalité infantile, 38 ‰, reste très élevé [il est de 5 ‰ en moyenne en Europe occidentale] et traduit les très hauts niveaux des campagnes et de l'est du pays) et son intégration dans l'Europe demande un effort considérable aux Européens en termes de transferts financiers... et de patience devant les soubresauts de « l'entrée en modernité » turque. Pourtant, refuser la Turquie dans l'Europe, ce serait comme refuser l'intégration des immigrés en France.

Au terme de ce parcours dans le monde musulman qui entre peu à peu en modernité, une conclusion s'impose : le monde arabe et musulman connaît une douloureuse crise de transition vers la modernité qui s'incarne dans une relation complexe et rebelle à l'Occident, symbole des bouleversements craints. L'Iran et la Turquie montrent pourtant qu'il est possible d'inventer une voie vers la modernité respectueuse de la tradition nationale. Pour l'Amérique et pour l'Europe, cette entrée en modernité est douloureuse : parce qu'elle s'exprime en grande partie contre elles, mais aussi parce qu'elle les banalise. L'Europe et l'Amérique ne sont plus seules au monde à être modernes. La volonté d'égalité des puissances émergentes est plus forte que tous les *diktats* occidentaux.